

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Climat-d-incertitude-apres-l-instauration-de-l-etat-d-urgence>

Climat d'incertitude après l'instauration de l'état d'urgence

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : dimanche 17 avril 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un climat d'incertitude régnait samedi en Équateur au lendemain de l'instauration de l'état d'urgence par le président Lucio Gutierrez, qui fait face à une fronde sociale et à des adversaires politiques qui lui reprochent son incapacité à réorganiser la Cour suprême.

Por Fabio Castro

AFP, Quito le samedi 16 avril 2005

[Leer en español](#)

Des dizaines d'habitants sont sortis en voiture samedi pour protester contre le président, klaxonnant et scandant : « A bas le dictateur », « Lucio dehors ». Dès l'aube 5000 personnes s'étaient rassemblées pour un concert de casseroles après une manifestation similaire de 15 000 protestataires la veille.

La tension était palpable à proximité du Palais de Carondelet, siège du gouvernement, où environ 200 soldats et policiers ont établi un périmètre de sécurité délimité par des barbelés et des barrières métalliques.

Le président, un ex-colonel au pouvoir depuis un peu plus de deux ans, a justifié l'état d'urgence par la nécessité de restaurer le calme et la stabilité dans la capitale où vivent 1,2 million de personnes et qui est secouée depuis mercredi par d'importantes manifestations.

L'opposition a dénoncé comme contraire à la Constitution, la dissolution de la Cour suprême décidée en même temps que l'état d'urgence. « Lucio a enlevé son masque et s'est dévoilé dans toute sa dimension de dictateur », a accusé le constitutionnaliste Carlos Solorzano.

L'ex-président Leon Febres Cordero (1984-1988) a souhaité que le congrès national se réunisse au plus vite pour « lever l'état d'urgence, destituer la Cour et en nommer immédiatement une autre ».

Le chef du Parti social-chrétien (droite) a estimé que « c'était la meilleure solution à cette crise qui fait honte à l'Équateur aux yeux du monde ».

M. Febres Cordero, le maire de Quito Paco Moncayo, le maire de Guayaquil, Jaime Nebot, ainsi que le candidat potentiel à la présidence Alvaro Noboa ont qualifié M. Gutierrez de dictateur. « Par amour pour l'Équateur, il doit permettre une sortie digne de la crise et cela passe par sa démission », a estimé M. Moncayo.

Le vice-président Alfredo Palacios qui, même s'il a été élu sur son ticket politique, s'est aussi insurgé contre le décret d'état d'urgence, estimant que l'on « soumettait le peuple à une situation dictatoriale ».

L'ex-ministre de la Défense, José Gallardo, a invité les forces armées à désobéir au président et estimé que les manifestations des derniers jours ne pouvaient être assimilées à une grave crise intérieure, justifiant, selon la Constitution, un état d'urgence.

Cependant, les forces armées ont apporté leur appui au président : selon le chef de l'état-major, le vice-amiral Victor Hugo Rosero, le décret a pour « unique objectif de restaurer la paix et l'ordre perturbés ces derniers jours ».

Climat d'incertitude après l'instauration de l'état d'urgence

La situation équatorienne a suscité une vive inquiétude de la part de l'Union européenne et du Pérou qui ont demandé un retour rapide à la légalité constitutionnelle.

La crise traversée par l'Équateur a démarré le 8 décembre dernier quand la majorité au pouvoir a restructuré la Cour suprême de justice en nommant ses nouveaux membres par une simple résolution. L'opposition a dénoncé ce qu'elle a considéré comme une prise de contrôle de la CSJ par le pouvoir en place.

Les syndicats équatoriens ont également lancé ces derniers mois une vague de protestations contre la politique économique du gouvernement, accusant le président Gutierrez d'avoir abandonné les pauvres et d'avoir imprimé un cours néo-libéral à sa politique. Cependant, ces manifestations n'ont pour le moment d'écho qu'à Quito, la grande région de Guayaquil s'étant abstenue cette semaine d'y participer.